

Déclaration de la Conférence nationale pour le renforcement de la gratuité des soins au Niger (Niamey, du 13 au 15 mars 2012)

« La gratuité des soins au Niger est gravement malade, sauvons-la »

Les participants à la conférence nationale sur la gratuité des soins tenue au Palais des congrès de Niamey, du 13 au 15 mars 2012, ayant traité des thématiques sur le financement, la gestion et l'approvisionnement en médicaments et consommables, font la déclaration dont la teneur suit :

Malgré la réduction sensible des mortalités infanto-juvénile et maternelle ces dix dernières années, la santé des mères et des enfants reste préoccupante. Ainsi, l'État a décidé depuis 2005 de rendre les soins gratuits pour les populations vulnérables, tel que tous les chefs d'États africains l'ont recommandé dans la déclaration de l'Union Africaine à Kampala en 2010. Cet engagement au plus haut niveau a été réaffirmé par son excellence le Premier Ministre lors de son allocution d'ouverture de la conférence: *« ma présence à vos côtés témoigne de l'engagement de la 7^{ème} République, en particulier le Président de la République, Chef de l'État, à soutenir et œuvrer inlassablement pour la pérennisation de ce système de gratuité des soins de santé pour les groupes vulnérables dans notre pays »*. Le Premier Ministre a souhaité voir les 160 participants à cette conférence, représentant tous les acteurs concernés, proposer des *« recommandations opérationnelles pour une amélioration de la stratégie »*.

Cet engagement fort s'explique par les importants effets bénéfiques de cette stratégie de gratuité des soins. Les populations les plus vulnérables ont maintenant un meilleur accès aux soins de santé qui a participé à l'amélioration des indicateurs de santé. Cependant, les participants à cette conférence ont aussi fait un état des lieux consensuel des difficultés de financement et de mise en œuvre de la stratégie.

Aujourd'hui, dans la mise en œuvre de cette stratégie, le Niger fait face à une **crise** qui a des conséquences néfastes pour la santé des femmes et des enfants. À l'image de la réponse du programme présidentiel pour la sécurité alimentaire (*« Les nigériens nourrissent les nigériens »*), les participants à la conférence pensent que la **crise** de la gratuité des soins doit devenir maintenant une priorité nationale.

Entendu que le Premier Ministre a affirmé que *« le gouvernement ne reculera pas par rapport à cette situation »*, les participants déclarent l'**urgence** d'apurer les dettes contractées auprès des formations sanitaires et de concrétiser cette volonté politique en priorité nationale par :

- La mise en place d'une structure (agence, EPA, ...) de coordination de la politique rattachée au cabinet du premier ministre et dotée des moyens financiers et humains nécessaires
- La mise en place d'un comité de pilotage intersectoriel de la politique
- L'engagement financier de l'État pour concrétiser sa volonté politique de répondre aux besoins de la population

- L'engagement technique et financier des partenaires à la hauteur de la volonté de la politique nationale
- La réforme en profondeur du système d'approvisionnement et de distribution des médicaments
- la mise à jour du coût des actes remboursés par la gratuité
- la gratuité des accouchements, la prise en charge des complications obstétricales directes et des évacuations pour assurer un continuum de prise en charge des mères.

L'ensemble de ces mesures reste interdépendant pour assurer l'efficacité et la pérennité de la politique de gratuité des soins au Niger.

Fait à Niamey le 15 mars 2012,

Les participants à la conférence nationale sur la gratuité des soins au Niger